



Un air meilleur, un atout pour les territoires

LES BÉNÉFICES SANITAIRES, ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX DE L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'AIR





Association à but non lucratif, loi de 1901
7 rue Crillon 75004 PARIS / +33 1 44 59 47 64
www.airparif.fr

Directeur de la publication : Philippe Quénel
Directrice générale : Karine Léger
Directeur de la communication : Pierre Pernot
Rédactrice en chef : Camille Martin
Maquette et infographies : Stéphanie Fraincart
Crédits photo : S. Fraincart - Airparif
(toutes les illustrations sont sous licence CC BY-NC et disponibles sur demande avec le logo Airparif pour une utilisation externe à cette publication)

Airparif est une association cofinancée de manière équilibrée par des subventions de l'État, des collectivités territoriales et des acteurs économiques ainsi que des missions d'expertise.

Pour leur contribution à ce dossier, Airparif tient à remercier Sabine Host, ingénieure en génie sanitaire et chargée d'études santé-environnement à l'Observatoire régional de santé Île-de-France, Olivier Chanel, économiste à l'Aix-Marseille School of Economics et directeur de recherche au CNRS, Rémy Slama, épidémiologiste environnemental et directeur de recherche à l'Inserm et Philippe Quénel, professeur honoraire à l'EHESP et président d'Airparif.



Un air plus sain, un choix collectif pour l'avenir

En France, la pollution de l'air constitue aujourd'hui la troisième cause de mortalité évitable, après le tabac et l'alcool. Elle est responsable chaque année de plusieurs dizaines de milliers de décès prématurés et contribue à l'apparition ou à l'aggravation de nombreuses maladies chroniques. Ces impacts sanitaires majeurs placent la qualité de l'air au cœur des attentes citoyennes et des politiques publiques de transition écologique et sanitaire.

Les progrès sont là depuis plus de 20 ans, tant d'un point de vue sanitaire qu'économique : toute politique d'amélioration de la qualité de l'air a un impact, mesurable, positif.

Alors pourquoi agir ? Parce que les Français se déclarent de plus en plus préoccupés par la pollution de l'air et qu'elle concerne tous les territoires, urbains comme ruraux. Malgré les progrès enregistrés, la qualité de l'air demeure un fardeau sanitaire et un défi majeur au regard des nouveaux seuils à respecter d'ici 2030, plus protecteurs pour la santé.

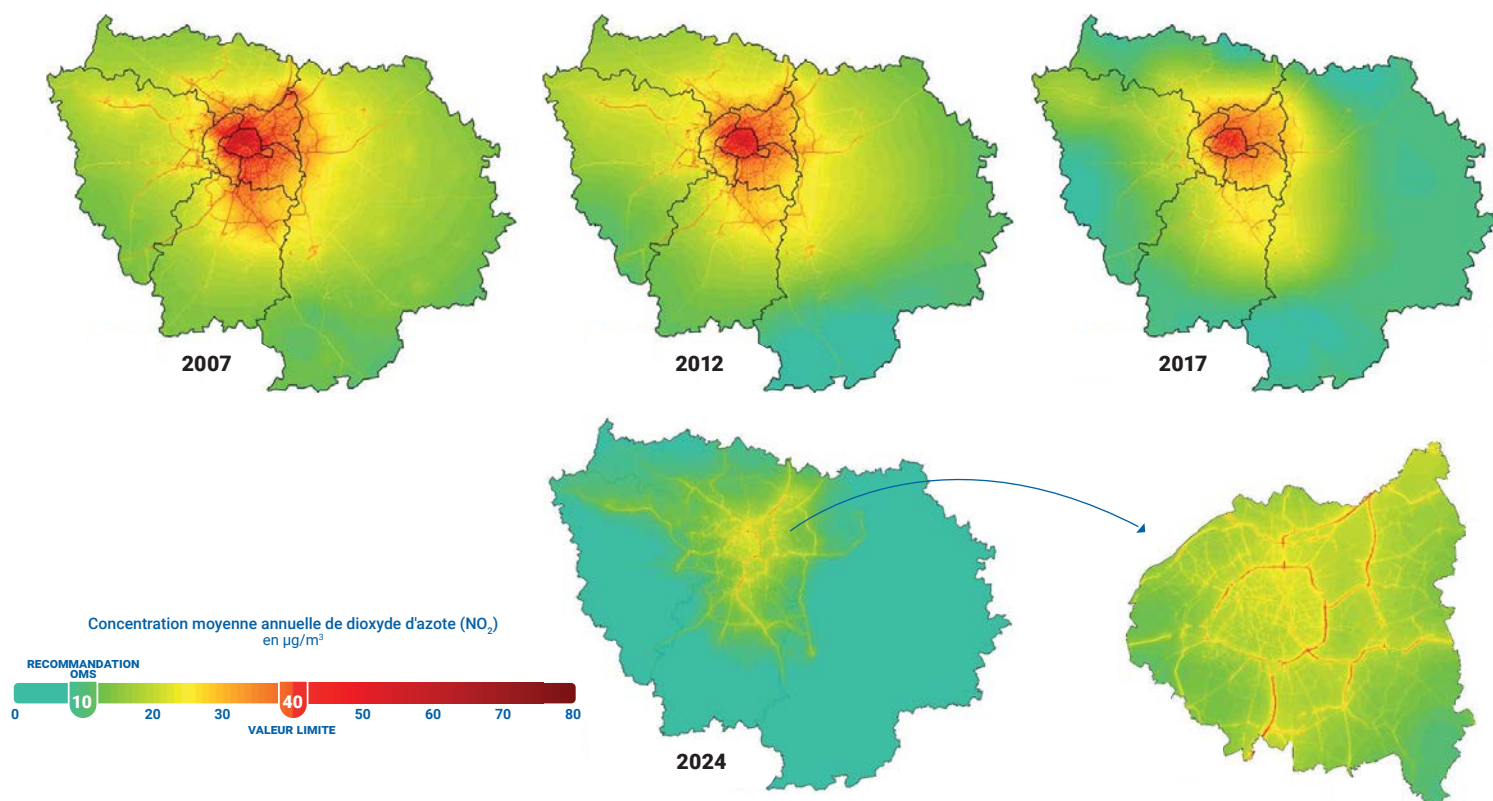
Dans ce contexte, la donnée scientifique joue un rôle central. Les travaux menés par Airparif, l'ORS Île-de-France, l'Inserm et leurs partenaires permettent de mesurer les impacts, de quantifier les bénéfices d'une amélioration de la qualité de l'air et d'éclairer la décision publique. Ils montrent que les gains ne se limitent pas à la santé : agir pour l'air, c'est aussi agir pour le climat, l'économie, l'attractivité des territoires et la justice sociale, en réduisant les inégalités d'exposition.

Ce dossier invite à une lecture transversale des enjeux, selon une logique simple : comprendre les impacts, quantifier les bénéfices, relier les politiques entre elles, et agir de manière cohérente et durable. Améliorer la qualité de l'air n'est pas une contrainte supplémentaire : c'est un levier structurant pour construire des territoires plus sains, plus justes et plus résilients.

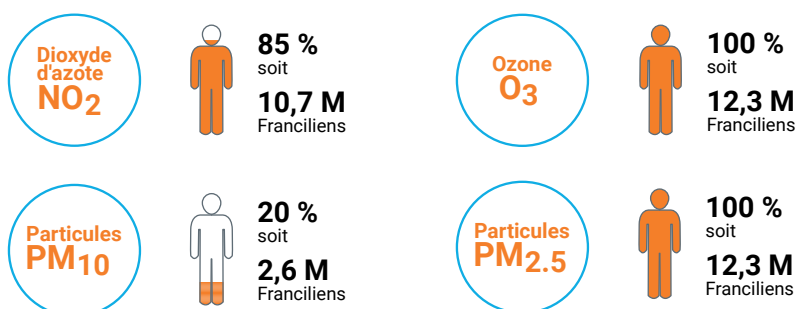
LA QUALITÉ DE L'AIR EN ÎLE-DE-FRANCE : QUELLE SITUATION AUJOURD'HUI ?

Gâce aux politiques publiques, tant en France qu'en Europe, aux avancées technologiques, au renforcement de la réglementation, à l'accompagnement des changements de comportement, la qualité de l'air s'améliore dans toute l'Île-de-France depuis une vingtaine d'années. Il reste malgré tout des progrès à confirmer pour réduire encore le nombre de Franciliens exposés et des enjeux à documenter sur des polluants « émergents » comme les particules ultrafines.

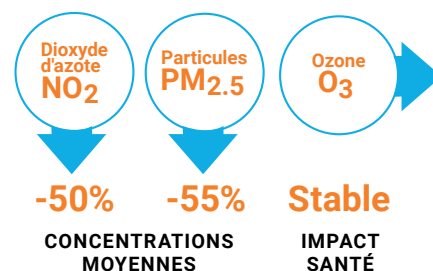
ÉVOLUTION DES CONCENTRATIONS MOYENNES EN DIOXYDE D'AZOTE (NO₂) EN ÎLE-DE-FRANCE



FRANCILIENS EXPOSÉS À DES DÉPASSEMENTS DES RECOMMANDATIONS DE L'OMS



TENDANCES SUR 20 ANS

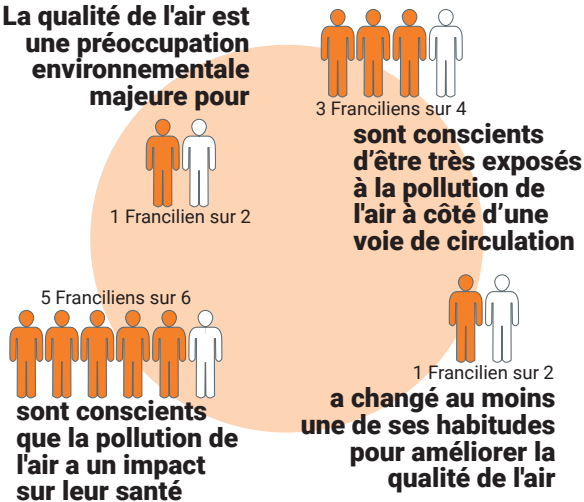
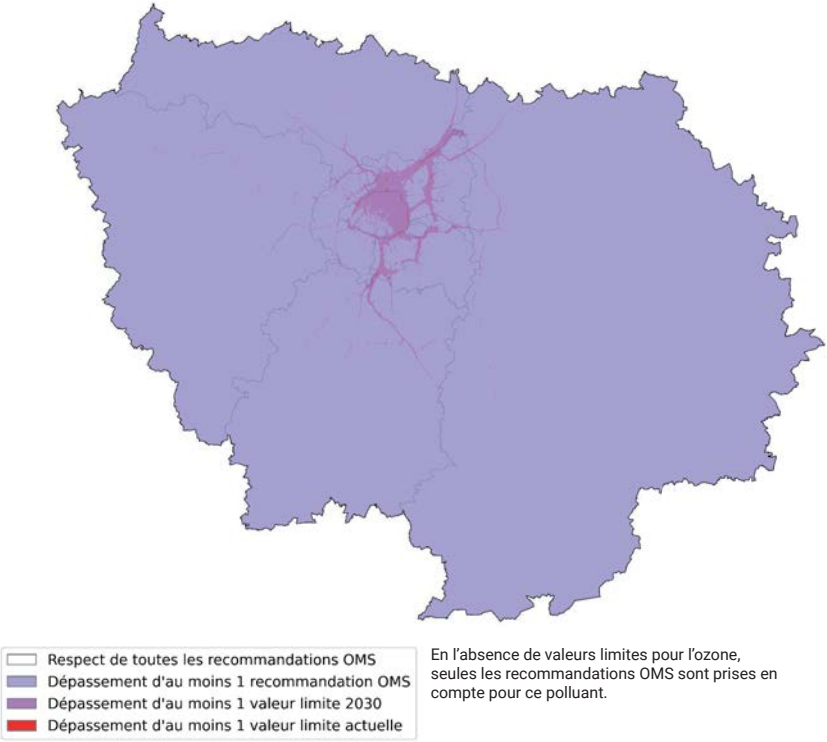


Quant à la perception elle-même de la qualité de l'air par les Franciliens, son amélioration constitue une préoccupation majeure de leur part, d'autant que tout le territoire est concerné par le dépassement d'au moins une recommandation de l'OMS.

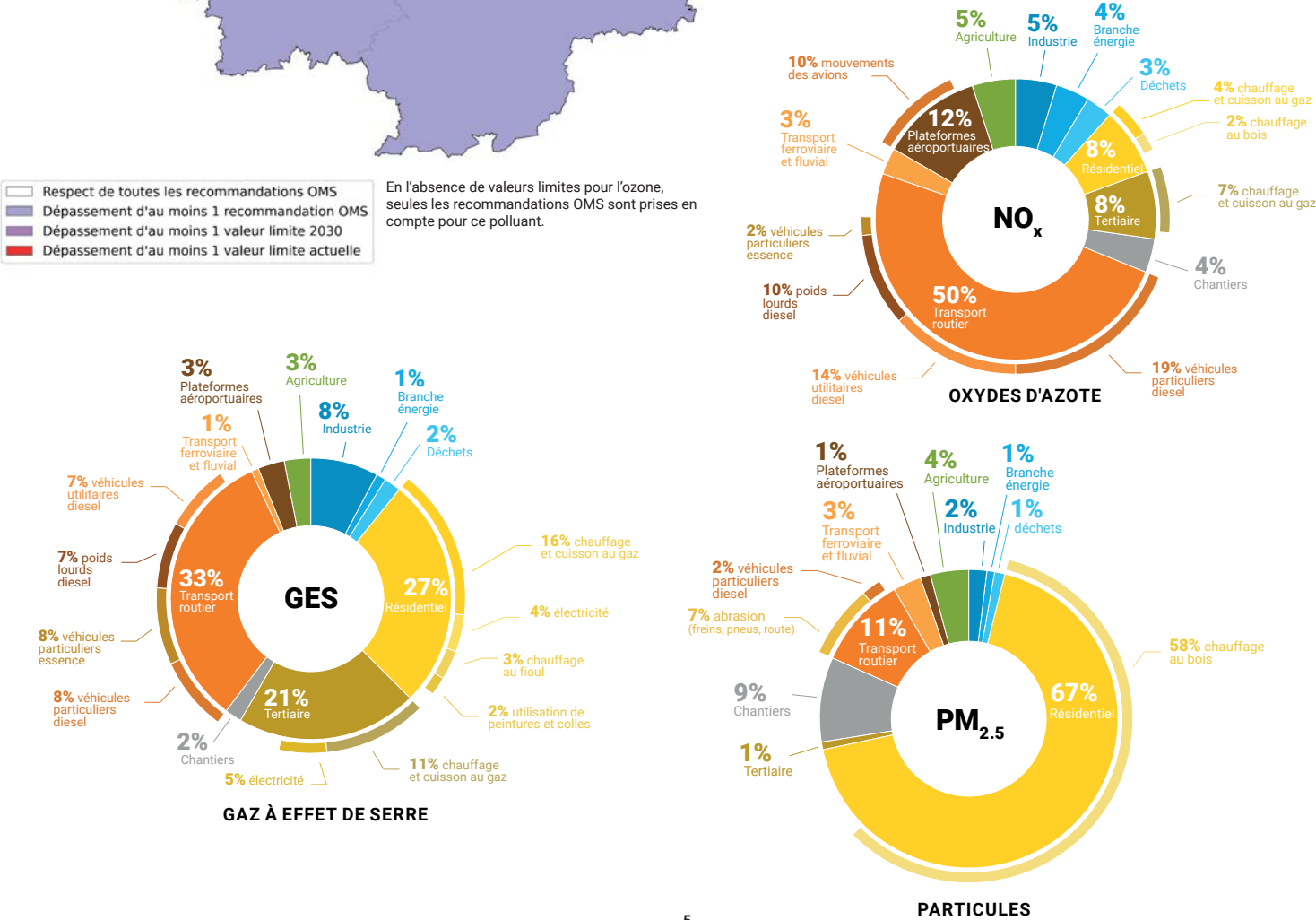
QU'EN PENSENT LES FRANCILIENS ?

QUALITÉ DE L'AIR AU REGARD DES SEUILS RÉGLEMENTAIRES ET SANITAIRES

EN 2024



LES ÉMISSIONS EN ÎLE-DE-FRANCE INVENTAIRE 2022



La pollution de l'air : un déterminant majeur de santé publique

Les connaissances scientifiques montrent que l'exposition aux polluants atmosphériques contribue à un large éventail de maladies chroniques. Ces impacts touchent tous les âges de la vie, mais de manière inégale.

SYSTÈME NEUROLOGIQUE

des associations émergent entre exposition aux polluants et maladies neurodégénératives, ou troubles du neurodéveloppement.

SYSTÈME CARDIOVASCULAIRE

les particules fines jouent un rôle avéré dans la survenue d'infarctus du myocarde et d'accidents vasculaires cérébraux (AVC). L'exposition chronique peut aussi contribuer au développement de l'hypertension artérielle.

SYSTÈME RESPIRATOIRE

l'exposition augmente le risque d'asthme (notamment chez les enfants, pour lesquels c'est l'une des maladies chroniques les plus fréquentes), de bronchites chroniques (BPCO) et de cancer du poulmon.

MÉTABOLISME

plusieurs études convergent sur le lien entre pollution atmosphérique et diabète de type 1 et 2.

PÉRINATALITÉ

une exposition accrue pendant la grossesse augmente le risque de faible poids de naissance, de prématurité avec des effets possibles sur la santé ultérieure de l'enfant, voire de fausses couches et une baisse de la fertilité masculine.

Des effets multiples, avérés et cumulés

La pollution atmosphérique touche l'ensemble du corps. Les particules fines (PM_{2.5}), le dioxyde d'azote (NO₂) et l'ozone (O₃) sont les trois polluants pour lesquels les effets sont les plus documentés.

Ces effets ne se substituent pas les uns aux autres : ils s'ajoutent, parfois se renforcent, et expliquent le poids sanitaire global de la pollution atmosphérique.

Une exposition qui s'accumule tout au long de la vie

Sabine Host, ingénieure en génie sanitaire et chargée d'études santé-

environnement à l'Observatoire régional de santé Île-de-France, explique ce risque sanitaire durable dû à la pollution de l'air. « Dès la naissance, le risque de décès peut être augmenté par l'exposition à la pollution de l'air. Les expositions chroniques peuvent entraîner la survenue de maladies et avancer l'âge du décès. Même à des niveaux modérés, l'exposition prolongée a des effets mesurables. » Ces risques sont plus élevés s'ils interviennent à des périodes sensibles de la vie.

Ainsi, les politiques visant à réduire durablement les niveaux de pollution ont un impact direct sur la santé publique, en particulier pour les plus vulnérables.

QUI SONT LES POPULATIONS LES PLUS SENSIBLES ?

Certaines catégories de population subissent plus fortement les effets de la pollution de l'air, soit parce qu'elles y sont plus exposées, soit parce qu'elles y sont plus vulnérables.

LES ENFANTS ET LES ADOLESCENTS

Leur système respiratoire est en développement, leur rythme de ventilation est plus élevé et ils passent davantage de temps à l'extérieur. Ils sont particulièrement concernés par l'asthme, les bronchites et les infections respiratoires.



LES PERSONNES ÂGÉES

Elles présentent plus souvent des maladies cardiovasculaires, respiratoires ou métaboliques préexistantes, qui peuvent être déstabilisées par des pics de pollution ou une exposition chronique à une qualité de l'air dégradée.



LES PERSONNES DÉJÀ MALADES

Les personnes souffrant d'asthme, de BPCO, d'insuffisance cardiaque, de diabète ou d'affections neurologiques sont plus vulnérables à la mauvaise qualité de l'air.



LES FŒTUS

Les effets de la pollution de l'air peuvent apparaître dès la vie in utero, vulnérable à son environnement, et pouvant engendrer des faibles poids à la naissance.



CERTAINES POPULATIONS SOCIALEMENT DÉFAVORISÉES

Elles vivent plus fréquemment à proximité d'axes routiers ou dans des logements moins bien isolés, et disposent de moins de ressources pour se protéger ou s'éloigner des zones les plus exposées.

FOCUS

Pour les décideurs territoriaux, prendre en compte ces populations sensibles permet de cibler les actions là où les bénéfices sanitaires seront les plus importants, en particulier autour des écoles, des établissements de santé, des grands axes de circulation et des quartiers les plus vulnérables.

Quand l'air s'améliore, la santé aussi

Les dix dernières années montrent que la réduction des polluants atmosphériques se traduit par des gains sanitaires mesurables : augmentation de l'espérance de vie, moins de maladies, mortalité évitable.

Plus de 20 ans d'amélioration : zoom sur les 10 dernières années

L'évaluation menée pour la période 2010-2019 montre que les niveaux de particules fines ont diminué d'environ 35 % en Île-de-France. Cette évolution s'explique par des changements structurels : renouvellement des véhicules, modernisation des systèmes de chauffage, réglementations plus strictes et politiques publiques coordonnées à différents échelons. Les conséquences sanitaires sont significatives :

En 2019
Paris **1 500** décès prématurés
contre **2 620** en 2010

En 2019
10 MOIS d'espérance de vie gagnés par rapport à 2010

En 2019
MGP* **2 620** décès prématurés
contre **4 190** en 2010

En 2019
8 MOIS d'espérance de vie gagnés par rapport à 2010

* Métropole du Grand Paris (hors Paris)

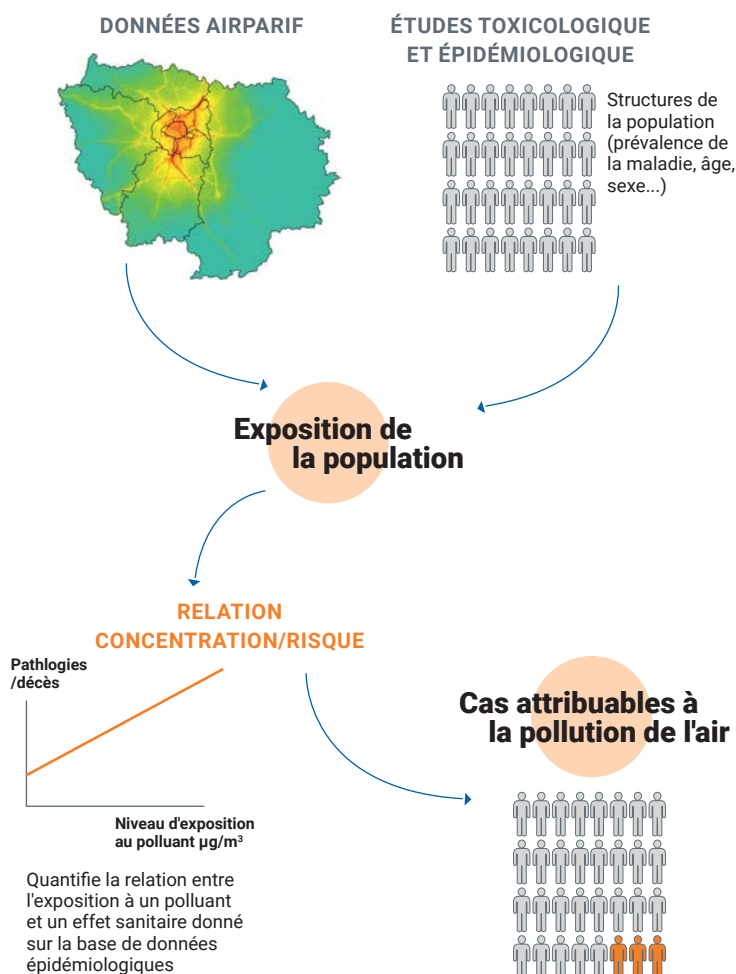
En 2019
Grande Couronne **530** décès prématurés
contre **940** en 2010

En 2019
8 MOIS d'espérance de vie gagnés par rapport à 2010

Ces résultats montrent que chaque amélioration de la qualité de l'air produit un gain sanitaire tangible et quantifiable.

UN OUTIL ESSENTIEL : L'EQIS, POUR QUANTIFIER L'IMPACT ET GUIDER L'ACTION

L'évaluation quantitative d'impact sanitaire (EQIS) est une méthode standardisée développée par l'OMS. Elle fait consensus parmi la communauté scientifique pour être un outil fiable, robuste et reconnu. Elle permet de quantifier les impacts sur la santé d'une amélioration ou d'une dégradation de la qualité de l'air au sein de la population d'un territoire. Les études « morbidité » et « mortalité » auxquelles a participé Airparif et présentées dans ce dossier s'appuient sur cet outil. La méthode repose sur plusieurs étapes :



BÉNÉFICES SUR LA SANTÉ

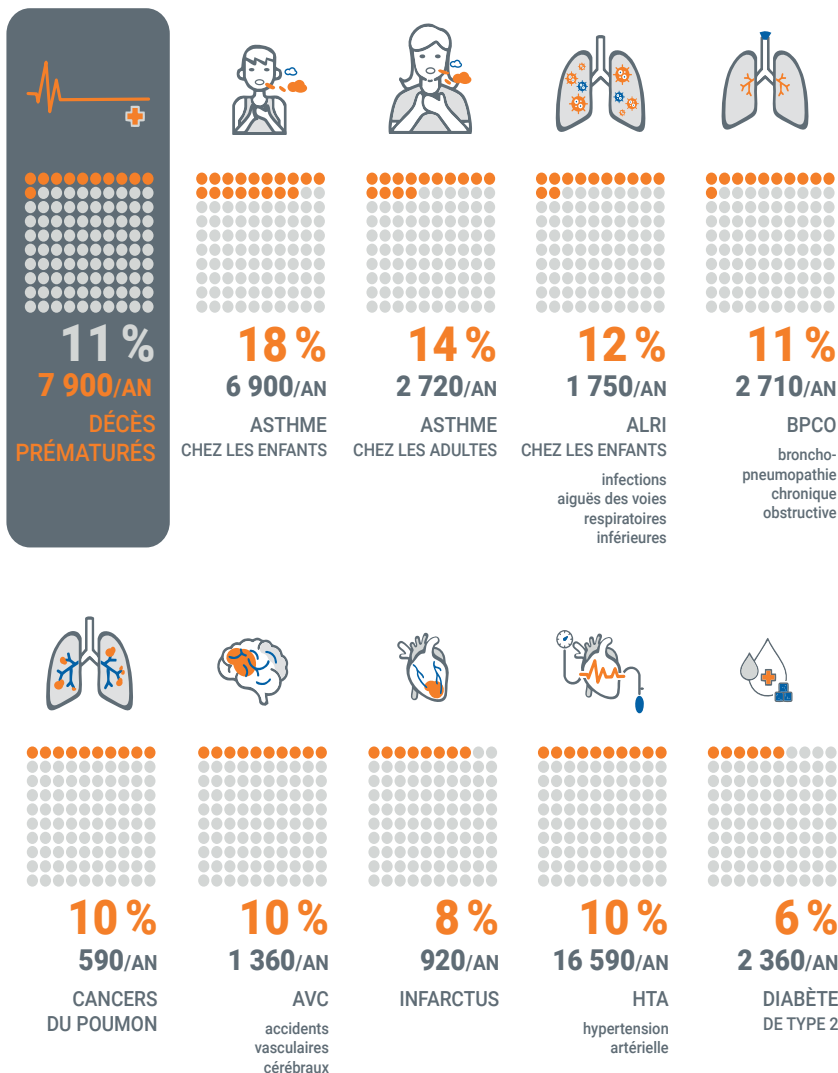
Des bénéfices considérables encore possibles

En ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'air, « il n'y a pas beaucoup de mesures de santé publique qui permettent d'avoir des bénéfices aussi importants », déclare Sabine Host. « Même s'il y a eu des améliorations ces dernières années, il reste encore de forts impacts de la pollution de l'air. Sur notre période d'étude 2017-2019, plus d'1 décès

sur 10 pourrait encore être évité si les valeurs guides de l'OMS étaient respectées. Atteindre la future valeur limite de 2030, c'est un objectif réglementaire. Bien sûr, ça va permettre d'améliorer la santé, mais en tant que professionnels de santé publique, notre message est de dire que ce n'est pas suffisant, qu'il faut vraiment tendre vers les valeurs plus protectrices de la santé, comme le sont celles de l'OMS. »

Les chiffres ci-dessous illustrent l'effet majeur d'un air plus propre : ce n'est pas seulement une question de réduire une pollution, mais de prévenir la maladie. « Il s'agit de la première étude qui présente ces résultats d'impacts sur un éventail aussi large de pathologies chroniques. C'est très important pour alimenter les plaidoyers dans ce domaine. Ce ne sont pas uniquement des décès, mais aussi beaucoup de malades. »

PART DES DÉCÈS PRÉMATURÉS ET DES PATHOLOGIES CHRONIQUES ÉVITABLES EN RESPECTANT LES SEUILS RECOMMANDÉS PAR L'OMS

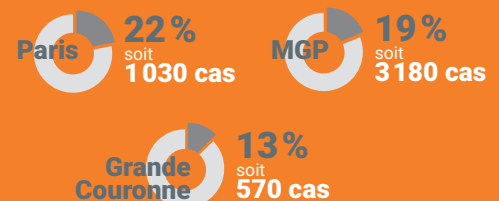


LE CAS DE L'ASTHME CHEZ L'ENFANT (0-17 ANS)

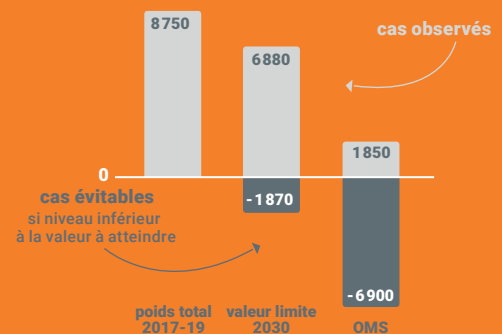
FOCUS

Dans l'étude « morbidité » à laquelle a participé Sabine Host, les résultats ont été déclinés par sous-territoire. Elle fait un point sur le cas de l'asthme chez l'enfant. « Sans surprise, c'est à Paris que la part de cas d'asthme attribuables à la pollution de l'air est la plus importante, puisque c'est dans cette ville que l'on mesure les niveaux de pollution les plus élevés et où la densité de population est particulièrement importante. »

CAS D'ASTHME ÉVITABLES SI LA VALEUR OMS $PM_{2.5}$ EST ATTEINTE



BÉNÉFICES ATTENDUS POUR LES CAS D'ASTHME SANS POLLUTION D'ORIGINE ANTHROPIQUE ET SELON 2 SCÉNARIOS DE RÉDUCTION DES $PM_{2.5}$

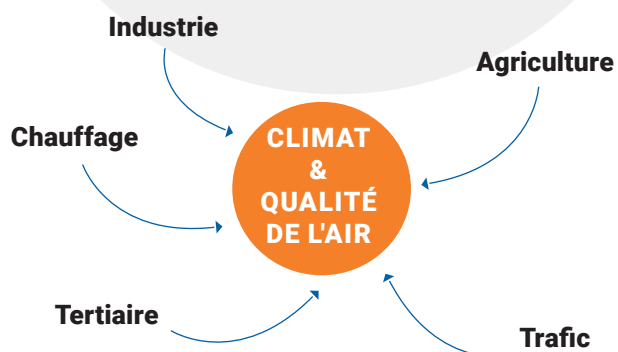


Améliorer la qualité de l'air, c'est préserver notre santé aujourd'hui et stabiliser le climat de demain

Les activités et les zones d'émissions de polluants de l'air et de gaz à effet de serre sont le plus souvent les mêmes en Île-de-France. De plus, certains polluants sont également identiques entre ces deux problématiques. Les actions visant à les réduire apportent une logique gagnant-gagnant pour les territoires.

CERTAINES ACTIVITÉS ÉMETTENT À LA FOIS DES GAZ À EFFET DE SERRE ET DES POLLUANTS ATMOSPHÉRIQUES

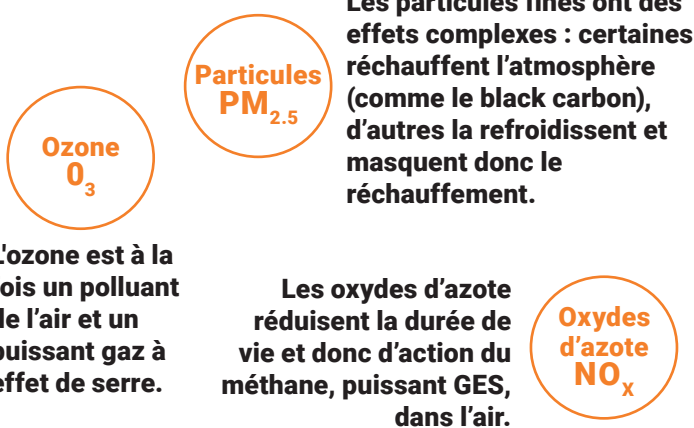
Les deux grands enjeux environnementaux que sont la qualité de l'air et le climat sont intimement liés, car ils proviennent en grande partie des mêmes sources :



Une action ciblée sur ces activités permet donc de réduire simultanément la pollution atmosphérique et les émissions responsables du réchauffement climatique.

LES INTERACTIONS DES POLLUANTS DE L'AIR ET DES GAZ À EFFET DE SERRE (GES)

Certains polluants jouent un rôle direct ou indirect dans le réchauffement :

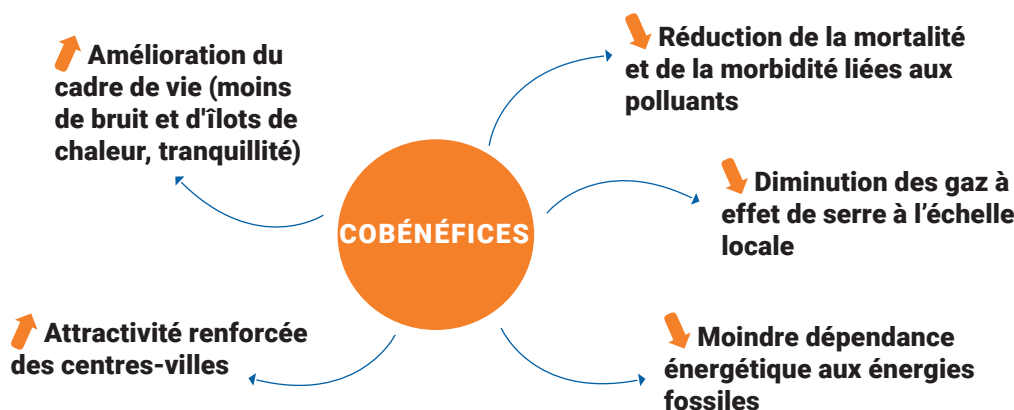


L'ozone est à la fois un polluant de l'air et un puissant gaz à effet de serre.

Les oxydes d'azote réduisent la durée de vie et donc d'action du méthane, puissant GES, dans l'air.

De leur côté, les canicules augmentent les niveaux d'ozone et les sécheresses et incendies ceux des particules.

DES COBÉNÉFICES MESURABLES POUR LES HABITANTS



Ces cobénéfices montrent que les politiques air et climat ne s'opposent pas : elles se renforcent.

« UNE SEULE ACTION = UN DOUBLE BÉNÉFICE »

 RÉDUIRE LE TRAFIC ROUTIER	=	Baisse du NO ₂ Baisse du CO ₂
 SUPPRIMER LES CHEMINÉES À FOYER OUVERT	=	Moins de PM _{2.5} Moins d'émissions de carbone
 DÉVELOPPER L'USAGE DU VÉLO ET DES MOBILITÉS PEU POLLUANTES	=	Meilleure santé Émissions réduites

Agir sur l'air : un investissement, non pas un coût

La pollution de l'air entraîne des impacts économiques très importants pour l'ensemble de la société. En Île-de-France, ils se chiffrent à 28 milliards d'euros par an, portés avant tout par le fardeau sanitaire, à hauteur de 93 %. À l'inverse, chaque amélioration de la qualité de l'air génère des bénéfices économiques et représente donc un investissement durable : baisse des dépenses de santé, gains de productivité, ou encore amélioration des rendements agricoles et attractivité des territoires.

Mortalité et morbidité : des pertes économiques évitables

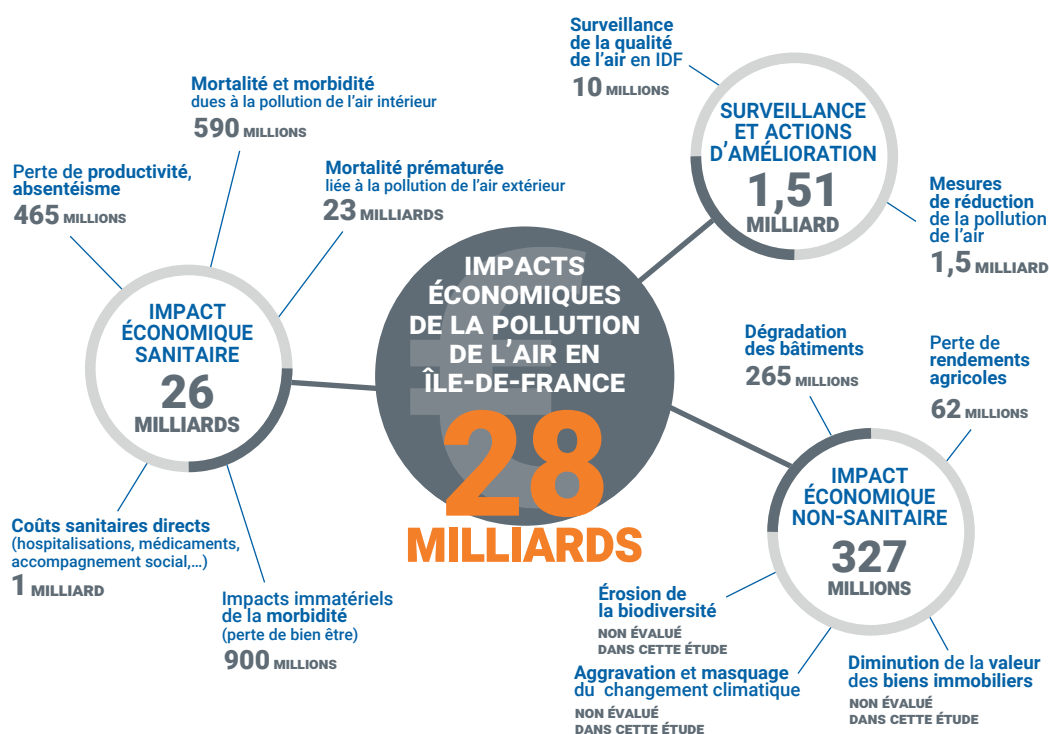
Les évaluations montrent que la part la plus importante des impacts est liée à la mortalité prématurée attribuable aux polluants atmosphériques. Chaque année, 7 900 personnes meurent prématurément du fait de la pollution de l'air en Île-de-France. Or, comme l'explique Olivier Chanel, économiste

et directeur de recherche au CNRS, l'évaluation économique repose sur un principe-clé : la valeur d'évitement d'un décès statistique. « Il ne s'agit pas de donner une valeur à la vie d'un individu précis, mais d'estimer ce que la société est prête à consacrer pour réduire la probabilité de décès au sein d'une population. En France, cette valeur de référence est fixée actuellement à un peu plus de 3 millions d'euros ».

Pour les seules particules fines $PM_{2,5}$, le bénéfice économique potentiel pour la région Île-de-France atteindrait près de 20 milliards d'euros par an si les recommandations de l'OMS étaient respectées. Pour le dioxyde d'azote (NO_2), les bénéfices sont estimés entre 8 et 12 milliards d'euros par an, selon les scénarios étudiés.

À ces pertes s'ajoutent les coûts liés à la morbidité, longtemps sous-estimés. Les maladies chroniques attribuables à la pollution de l'air génèrent des coûts importants sur la durée : asthme de l'enfant, bronchopneumopathie chronique obstructive (BPCO), diabète de type 2, AVC, etc. « La morbidité représente environ 10 % de l'impact économique de la mortalité ; une part appelée à augmenter à mesure que de nouvelles pathologies sont intégrées dans les évaluations », souligne Olivier Chanel.

IMPACTS ÉCONOMIQUES DE LA POLLUTION DE L'AIR EN ÎLE-DE-FRANCE En € 2024



Des gains économiques directs pour les habitants et les territoires

Concrètement, améliorer la qualité de l'air signifie moins de dépenses et plus de valeur créée :

- Moins de consultations, d'hospitalisations et de traitements ;
- Moins d'arrêts maladie et de pertes de productivité ;

BÉNÉFICES ÉCONOMIQUES

61
MILLIARDS €
impact évité de
la pollution de l'air
aux particules fines

x10

Période
2010-2019

€ **5**
MILLIARDS €
dépenses engagées
pour surveiller et améliorer
la qualité de l'air

- Une meilleure qualité de vie, bénéfique pour l'attractivité résidentielle et économique.

Selon les scénarios étudiés, les impacts évitables par habitant liés à la morbidité atteignent jusqu'à 200 € par an pour les PM_{2.5} et près de 100 € par an pour le NO₂, des montants particulièrement élevés dans le territoire dense et exposé qu'est l'Île-de-France.

Investir dans l'air, un choix économiquement rationnel

En moyenne, l'amélioration de la qualité de l'air coûte 120 € par an par Francilien, quand les impacts économiques de la pollution de l'air représentent, eux, un peu plus de 2 000 € par an par habitant.

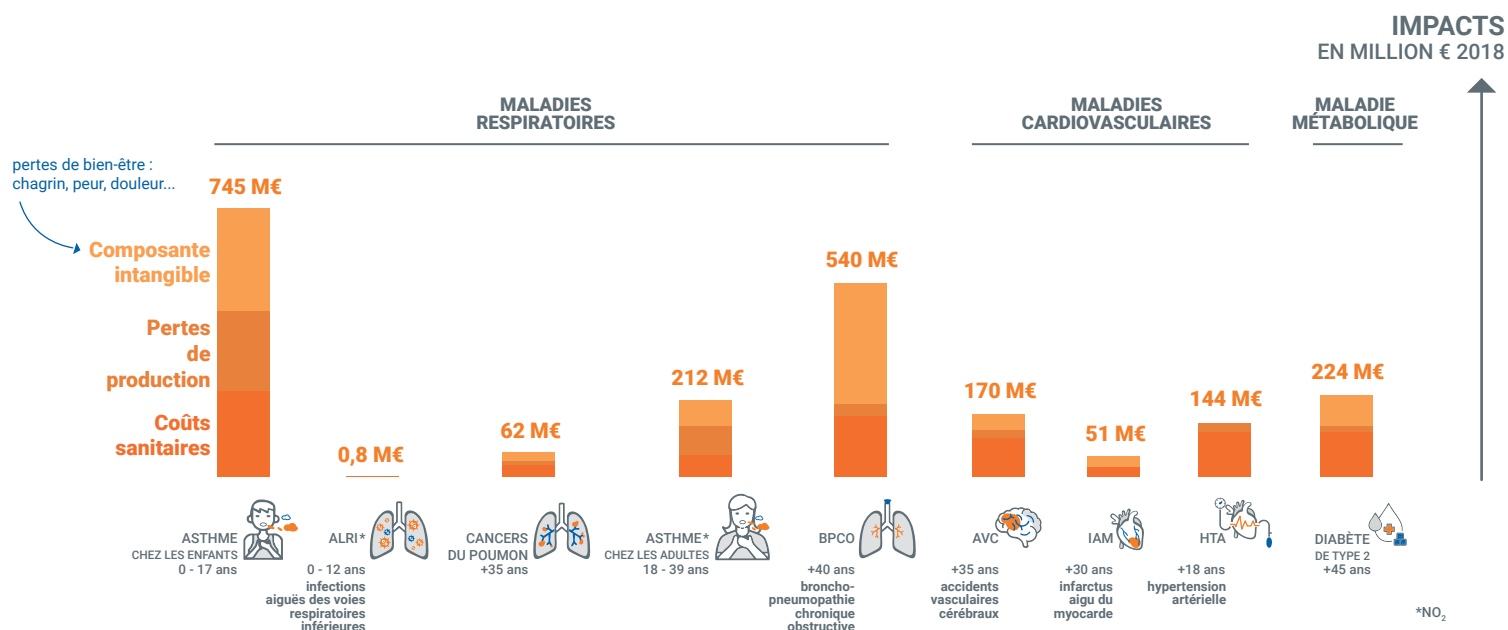
Les progrès déjà observés en matière de qualité de l'air montrent que les politiques publiques engagées produisent des retombées économiques positives. Ces améliorations sont associées à des économies d'impact significatives – jusqu'à des dizaines de milliards d'euros évités sur une décennie – montrant que les coûts engagés pour agir sont largement compensés par les bénéfices ob-

tenus. Comme le résume Olivier Chanel : « Tout gain sanitaire qui se traduit par des gains économiques va bénéficier à l'ensemble de la population. »

Agir sur la qualité de l'air constitue donc un investissement rentable, qui améliore simultanément la santé des habitants, la soutenabilité des finances publiques et la dynamique des territoires.

IMPACTS ANNUELS POTENTIELS ÉVITABLES PERMIS PAR UNE DIMINUTION DES CONCENTRATIONS ATMOSPHÉRIQUES EN PM_{2.5} ET NO₂ À DES VALEURS RECOMMANDÉES PAR L'OMS

En Île-de-France



Réduire la pollution c'est aussi réduire les inégalités sociales

La pollution de l'air ne touche pas tous les habitants de la même manière. Les niveaux d'exposition, les vulnérabilités sanitaires et les capacités à se protéger varient fortement selon les territoires et les catégories sociales. Améliorer la qualité de l'air constitue ainsi un levier essentiel pour réduire les inégalités environnementales et renforcer la justice sociale.

Des inégalités d'exposition marquées selon les territoires

En Île-de-France, les concentrations de polluants atmosphériques sont plus élevées dans les zones densément urbanisées et à proximité des grands axes de circulation. Ces espaces concentrent à la fois :

- Des niveaux de pollution plus importants, notamment en dioxyde d'azote (NO₂) et en particules fines (PM_{2,5}) ;
- Une forte densité de population, ce qui amplifie les impacts sanitaires et sociaux ;
- Des populations parfois plus exposées au quotidien, en raison de leurs lieux de résidence, de travail ou de déplacement.

Les analyses territorialisées montrent ainsi que les bénéfices d'une amélioration de la qualité de l'air sont particulièrement élevés dans ces zones, où la réduction des concentrations se traduit par des gains sanitaires et économiques majeurs.

Pollution de l'air et inégalités sociales : un cumul de désavantages

Les populations les plus exposées à la pollution de l'air sont souvent aussi celles qui disposent de moins de marges de manœuvre pour réduire leur exposition : logement moins bien isolé et proche des axes routiers, dépendance à des modes de transport contraints, moindre accès aux espaces verts ou à l'information, exposition à d'autres nuisances.

Ce cumul de facteurs renforce les inégalités environnementales et sociales. À l'inverse, les politiques visant à améliorer la qualité de l'air peuvent contribuer à rééquilibrer les conditions de vie, en apportant des bénéfices proportionnellement plus importants aux populations les plus exposées.

Des bénéfices sociaux qui vont au-delà de la santé

Réduire la pollution de l'air ne se limite pas à prévenir des maladies. Les bénéfices concernent aussi le cadre de vie : réduction du bruit,

espaces publics plus apaisés, amélioration du bien-être et des conditions d'apprentissage et de travail. Ces effets positifs participent à la cohésion sociale et à l'attractivité des territoires, en particulier dans les quartiers les plus exposés.

Agir pour l'air, un levier de justice environnementale

Les analyses sanitaires et économiques convergent : en intégrant une approche sociale et un accompagnement ciblé, les politiques d'amélioration de la qualité de l'air contribuent à la justice environnementale. En réduisant les expositions là où elles sont les plus fortes et en protégeant les populations les plus vulnérables, elles permettent de diminuer les inégalités de santé et de renforcer l'équité territoriale.

Intégrer cette dimension sociale dans les politiques air-climat, d'aménagement et de mobilité est un enjeu clé pour construire des territoires plus justes, plus sains et plus résilients.

Inégalités d'exposition, justice environnementale et action publique



Rémy Slama, épidémiologiste environnemental et directeur de recherche à l'Inserm



Philippe Quénel, épidémiologiste, professeur honoraire à l'EHESP et président d'Airparif

Deux scientifiques de santé publique éclairent les liens entre pollution de l'air, inégalités d'exposition et action publique, et montrent comment les politiques d'amélioration de la qualité de l'air peuvent aussi devenir de puissants leviers de justice environnementale et de qualité de vie.

Quelles sont les principaux facteurs qui expliquent les différences d'exposition de la population ?

Philippe Quénel (PhQ) : La pollution de l'air n'est uniforme ni dans l'espace ni dans le temps. Les différences d'exposition sont liées à de multiples facteurs, le principal étant la proximité aux sources d'émissions. C'est une combinaison de facteurs environnementaux bien sûr, mais aussi liés au territoire, aux politiques d'aménagement, ou encore aux conditions météorologiques. Les facteurs sociaux avec les habitudes de vie, notamment les modes de déplacement, conditionnent aussi l'exposition.

Existe-t-il des inégalités sociales face à cette exposition ?

Rémy Slama (RS) : Pour l'air intérieur, les inégalités sont très marquées : les personnes socialement défavorisées ont moins de moyens pour rénover leur logement, assurer une bonne ventilation, avoir un mode de chauffage propre ou s'éloigner des sources de pollution. Pour l'air extérieur, la situation varie selon les territoires, avec un contraste fort entre les zones urbaines et rurales. Mais, dans de nombreuses villes, les populations les moins favorisées vivent le plus souvent dans les zones les plus exposées, par exemple à proximité du trafic.

PhQ : Ces populations socialement défavorisées non seulement sont souvent exposées à des niveaux de pollution ambiante plus élevés, mais elles se caractérisent aussi par deux éléments d'importance. D'une part, elles présentent généralement une vulnérabilité biologique accrue, du fait notamment de leur moindre accès au système de santé. D'autre part, politiquement parlant, ce sont des populations qui ont moins d'outils à leur disposition pour faire évoluer les politiques publiques.

Les politiques publiques, justement, peuvent-elles contribuer à réduire ces inégalités ?

RS : Il n'y a aucun doute que l'action publique peut réduire les inégalités d'exposition et d'impact sanitaire. Aujourd'hui, les leviers majeurs concernent le chauffage résidentiel, pour lequel les aides sont liées aux ressources, et la mobilité. Ici, l'enjeu est que la limitation de la pollution routière n'entraîne pas une restriction différentielle de la mobilité entre les classes sociales.

PhQ : Après des politiques de régulation globale qui ont fait leur preuve au cours des dernières décennies, il faut désormais cibler ces politiques pour réduire l'exposition là où elle est la plus forte et où elle touche les plus vulnérables. Cela renvoie au principe d'universalisme proportionné : des règles pour tous, mais des actions renforcées pour les territoires et en faveur des populations les plus exposées, et donc souvent socialement

défavorisées. Intégrer la notion de justice environnementale dans la mise en œuvre des politiques publiques est une priorité aujourd'hui.

Comment prioriser l'action sans stigmatiser les territoires ou les populations concernées et au contraire renforcer l'acceptabilité sociale ?

RS : Informer sur les risques et les sources de pollution, ce n'est pas stigmatiser. Ce qui n'est pas constructif, c'est de dire aux gens qu'ils doivent changer leurs pratiques sans leur donner de solutions. L'accompagnement est essentiel.

PhQ : En effet, la question est plutôt de savoir comment accompagner et rendre partie prenante les populations concernées. L'acceptabilité repose sur la co-construction. Associer les habitants au diagnostic et aux solutions permet de faire de la qualité de l'air un projet collectif d'amélioration du cadre de vie.

Pourquoi les enfants sont-ils des bénéficiaires majeurs des politiques d'amélioration de la qualité de l'air ?

PhQ : Les enfants présentent une vulnérabilité biologique : leur organisme est en plein développement et comparativement aux adultes, ils respirent beaucoup plus d'air par kilo de poids corporel. Ils passent également plus de temps en extérieur, notamment aux heures de pointe lors des trajets domicile-école par exemple. De plus, les enfants issus de milieux défavorisés cumulent tous les facteurs discutés auparavant.

RS : J'ajouterais, cependant, que, malheureusement, toute la population est sensible aux polluants atmosphériques et que l'on n'a pas identifié de groupe qui, à long terme, n'y serait pas sensible.

Quels messages clés adresser aux décideurs territoriaux ?

RS : Partir de la santé comme cible des politiques publiques et réfléchir ensuite aux solutions techniques et non l'inverse est un premier message. Lorsqu'on compare des scénarios en termes de bénéfices pour la santé, on constate que la plupart des mesures de lutte contre la pollution de l'air sont très fortement coût-bénéfiques, c'est-à-dire que le bénéfice pour la société excède très largement les investissements. Un second message serait de plaider pour un dialogue encore plus structuré et renforcé entre les scientifiques et les décideurs.

PhQ : L'enjeu est d'inscrire les actions dans une perspective positive, d'amélioration collective des conditions de vie. C'est cette approche qui permet leur acceptabilité sociale et garantit l'efficacité des politiques publiques.

10 points pour retenir l'essentiel

1 LA POLLUTION DE L'AIR RESTE UN ENJEU MAJEUR DE SANTÉ PUBLIQUE

Malgré des progrès importants, l'exposition à la pollution de l'air continue de contribuer à de nombreuses maladies chroniques et à des décès prématurés.

2 LES BÉNÉFICES SANITAIRES DE L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'AIR SONT AVÉRÉS

La baisse des concentrations de polluants observée depuis plus de vingt ans s'est traduite par une diminution marquée de la mortalité et donc, par un gain d'espérance de vie pour l'ensemble de la population.

3 TOUTE AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'AIR PRODUIT DES GAINS DE SANTÉ

Il n'existe pas de seuil sans effet : toute réduction, même modeste, des niveaux de pollution apporte des bénéfices sanitaires mesurables.

4 LES IMPACTS ET LES BÉNÉFICES PEUVENT ÊTRE MESURÉS ET OBJECTIVÉS

Les évaluations quantitatives d'impact sanitaire et économique permettent d'estimer les effets des politiques publiques et d'éclairer la décision.

5 LES ENFANTS ET LES POPULATIONS VULNÉRABLES SONT LES PREMIERS BÉNÉFICIAIRES

Les gains liés à une meilleure qualité de l'air sont particulièrement importants pour les enfants, les personnes âgées et les personnes atteintes de maladies chroniques.

6 AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIR EST AUSSI UN CHOIX ÉCONOMIQUEMENT RATIONNEL

La pollution de l'air représente un fardeau économique très élevé. À l'inverse, les bénéfices économiques d'une amélioration de la qualité de l'air se chiffrent en milliards d'euros par an en Île-de-France.

7 LES POLITIQUES AIR ET CLIMAT SE RENFORCENT MUTUELLEMENT

Les actions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre et de polluants de l'air présentent des bénéfices communs pour lutter contre le changement climatique et la pollution de l'air, avec des cobénéfices pour la santé et le cadre de vie.

8 LUTTER CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR C'EST AUSSI LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS SOCIALES ET TERRITORIALES

Les expositions et les impacts sanitaires sont plus importants dans les zones densément urbanisées et pour certaines populations socialement vulnérables.

9 AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'AIR PERMET DE RÉDUIRE LES INÉGALITÉS ENVIRONNEMENTALES

Les politiques qui réduisent les concentrations là où elles sont les plus élevées, notamment près des axes routiers, génèrent des bénéfices sanitaires et sociaux proportionnellement plus importants.

10 AGIR POUR LA QUALITÉ DE L'AIR, C'EST INVESTIR DANS LA QUALITÉ DE VIE

Un air plus sain améliore la santé, le bien-être, l'attractivité des territoires et la résilience face aux transitions environnementales.

Agir pour un air meilleur : quels leviers mobiliser ?

INTÉGRER LA QUALITÉ DE L'AIR COMME UN ENJEU TRANSVERSAL

La qualité de l'air peut être prise en compte dans l'ensemble des politiques territoriales : urbanisme, mobilité, énergie, santé, environnement. Croiser ces enjeux permet d'anticiper les impacts et de maximiser les bénéfices.

➔ Intégrer les enjeux air-énergie-climat dans les documents d'urbanisme

AGIR SUR LES PRINCIPALES SOURCES D'ÉMISSIONS

Les leviers les plus efficaces consistent à réduire les émissions à la source, en particulier celles liées au transport routier, au chauffage résidentiel et à certaines activités économiques.

➔ Développer des réseaux de chaleur urbain, en privilégiant la géothermie

S'INSCRIRE DANS UNE DYNAMIQUE D'AMÉLIORATION PROGRESSIVE

Même des actions ciblées ou ponctuelles contribuent à réduire l'exposition globale. Les effets se cumulent dans le temps et produisent des bénéfices sanitaires mesurables.

➔ Renforcer le tri et réduire les déchets

S'APPUYER SUR LES DONNÉES ET L'ÉVALUATION

La surveillance, la modélisation et les outils d'évaluation sanitaire et économique permettent de suivre les évolutions, d'objectiver les bénéfices et d'éclairer la décision publique.

➔ Se rapprocher des organismes de surveillance de la qualité de l'air* pour développer par exemple des plans air

PROTÉGER EN PRIORITÉ LES POPULATIONS ET LIEUX SENSIBLES

Réduire l'exposition autour des écoles, crèches, établissements de santé et dans les quartiers les plus exposés permet d'obtenir des gains sanitaires importants, notamment pour les enfants et les personnes vulnérables.

➔ Limiter l'implantation des lieux recevant du public sensible près des axes routiers fréquentés

RECHERCHER DES ACTIONS À COBÉNÉFICES MULTIPLES

Les politiques qui améliorent la qualité de l'air peuvent aussi renforcer la santé, le climat, la qualité de vie et l'attractivité des territoires. Ces cobénéfices augmentent la rentabilité globale de l'action.

➔ Favoriser les circuits courts pour l'alimentation

ARTICULER QUALITÉ DE L'AIR ET ACTION CLIMATIQUE

Les stratégies de réduction des gaz à effet de serre contribuent souvent à améliorer la qualité de l'air. Mobilité décarbonée, sobriété énergétique et rénovation des bâtiments sont des leviers communs.

➔ Développer les transports en commun

CIBLER LES TERRITOIRES ET POPULATIONS LES PLUS EXPOSÉS

Les bénéfices sont plus importants lorsque les actions sont concentrées là où l'exposition et la densité de population sont les plus élevées, contribuant ainsi à réduire les inégalités environnementales.

➔ Rénover les bâtiments pour en améliorer la performance énergétique

COMBINER RÉDUCTION DES ÉMISSIONS ET RÉDUCTION DE L'EXPOSITION

Outre la baisse des émissions, des actions d'aménagement, de végétalisation et d'amélioration de la qualité de l'air intérieur permettent de diminuer l'exposition quotidienne.

➔ Doter les écoles et les crèches de fournitures et meubles non polluants

INFORMER ET ASSOCIER LES ACTEURS DU TERRITOIRE

La réussite des actions repose sur l'information, la sensibilisation et l'implication de la population, des acteurs économiques, des associations et des services publics.

➔ Communiquer régulièrement avec des chiffres clés et proposer des bonnes pratiques

* comme Airparif pour l'Île-de-France (voir encadré au dos)

POUR ALLER PLUS LOIN

L'ACCOMPAGNEMENT PROPOSÉ PAR AIRPARIF

Pour répondre aux enjeux stratégiques liés à la qualité de l'air, à la santé environnementale, au climat et à l'énergie, les collectivités franciliennes et les acteurs économiques peuvent s'appuyer sur Airparif, association agréée par l'État. Grâce à des données de référence, une expertise scientifique reconnue et une connaissance fine des territoires d'Île-de-France, Airparif propose un accompagnement adapté aux spécificités locales. Son approche intégrée air-santé-climat-énergie permet d'appuyer les collectivités dans le diagnostic de leur territoire, l'élaboration et le suivi de leurs plans et projets, l'évaluation des actions mises en œuvre, ainsi que dans des démarches de sensibilisation et d'innovation, au service de la santé des Franciliens et de la transition écologique.



Airparif dossier #05 :
Les enjeux de santé liés
à la pollution de l'air
mars 2022



Airparif dossier #07-08 :
Pollution de l'air et
changement climatique :
une cause commune
octobre 2025
2^e édition



Airparif dossier #10 :
Pollution de l'air et
biodiversité : des liens
méconnus
mai 2025

Impacts économiques
de la pollution de l'air
en Île-de-France
septembre 2025
[www.airparif.fr/etudes/2025/
impacts-economiques-de-la-
pollution-de-lair-en-ile-de-france](http://www.airparif.fr/etudes/2025/impacts-economiques-de-la-pollution-de-lair-en-ile-de-france)

Enquête de perception
novembre 2025
[www.airparif.fr/etudes/2026/
rapport-denquete-perception-
qualite-de-lair](http://www.airparif.fr/etudes/2026/rapport-denquete-perception-qualite-de-lair)

• Études communes réalisées avec l'Observatoire régional de santé Île-de-France :

Mortalité attribuable à la pollution atmosphérique en Île-de-France

février 2022

www.airparif.fr/etudes/2022/etude-mortalite-attribuable-la-pollution-atmospherique-en-ile-de-france

Maladies chroniques attribuables à la pollution de l'air en Île-de-France

janvier 2025

www.airparif.fr/etudes/2025/etude-maladies-chroniques-attribuables-la-pollution-de-lair-en-ile-de-france

“ AGIR POUR UN AIR SAIN
DANS UN MONDE PLUS DURABLE ”

